

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 330

LE NUMERO : 2 F 50

20 FB - 1 FS

20 fév. au 5 mars 1981

Les « garanties » se meurent vive la lutte de classe !

Au cours des trente années d'accumulation forcée de l'après-guerre, une élévation importante du niveau de vie a été permise à de larges couches de la classe ouvrière. Des mécanismes de sécurité sociale et de

gratuité des soins, d'indexation du salaire et des revenus, de garantie de l'emploi et de ressources pour les chômeurs et les vieux se sont multipliés, au moins pour certaines catégories ouvrières.

L'intérêt d'une telle politique saute aux yeux : en donnant à la classe ouvrière une petite partie des richesses qu'elle produit, la bourgeoisie comptait faire reculer la lutte des classes. Surtout, la collaboration active des faux partis ouvriers, qui ont participé à la reconstruction (n'est-ce pas le PCF qui a pondu le statut de la fonction publique ?), puis à la gestion de la prospérité, lui ont permis de saupoudrer la misère prolétarienne de miettes savamment réparties de manière à ce que les divers détachements de la classe qui avaient désormais « quelque chose à perdre » soient entièrement dépendants de la source apparente de cette manne stérilisante : l'entreprise, la municipalité, l'Etat qui, d'Etat-gendarme, devenait Etat-protecteur, Etat-providence !

Une telle politique devait néanmoins avoir ses limites. Elle n'a tout d'abord été possible à grande échelle que dans les grands pays impérialistes de l'Est et de l'Ouest, même si elle s'est aussi étendue à quelques couches de prolétaires de pays de jeune capitalisme bien placés sur le marché mondial grâce à la manne pétrolière. Surtout, toute période de prospérité est nécessairement suivie sous le capitalisme d'une période de marasme économique, où la classe bourgeoise ne peut redresser son taux de profit dépri-

mé que par une exploitation accrue de la classe ouvrière. La politique de réformes fait alors nécessairement place à une politique de démolition des réformes sociales et de retour de l'Etat-providence à l'Etat-gendarme.

C'est bien ce qui se passe aujourd'hui dans tous les pays : l'indexation des salaires, voilà la cause de l'inflation ! Les ressources pour les chômeurs, n'est-ce pas une prime à l'oisiveté et donc la cause réelle du chômage, et un boulet au pied de ceux qui travaillent ? La garantie de l'emploi dans les entreprises d'Etat et la fonction publique, n'est-ce pas là une entrave à l'esprit de responsabilité et d'aventure (car la vente de ses bras sur le marché du travail est comme on sait une aventure quotidienne exaltante pour le prolétaire !), et donc à la compétitivité de notre industrie nationale, ainsi qu'un poids fiscal pour les honnêtes-gens qui n'ont pas peur de prendre des risques ?

Cette politique a désormais sa religion, le *néo-libéralisme*, et ses grands pontifes, Reagan et Thatcher. Chirac lui-même, trouvant l'habit seyant, se précipite pour l'endosser. Mais cette politique trouve aussi partout ses prêtres zélés, dans les économistes ou les politiciens de droite comme de gauche, dans les bonzes syndicaux, qui participent aux programmes

de restructuration comme aux plans de « répartition équitable des licenciements ». Même dans la Russie, qui vit sur le mythe de l'absence de chômage, les bienfaits de cette garantie sont désormais contestés par les plus éminents écono-

DANS CE NUMERO

- Défendre les salariés non la Fonction publique
- Mobilisation ouvrière pour le logement !
- Le prolétariat et la police
- La société est mûre pour le communisme
- URSS : l'apothéose du lopin

mistes « socialistes », qui partent en guerre, eux aussi, contre de trop paralysantes rigidités !

Du point de vue théorique, cette politique est une confirmation du marxisme, une victoire de la classe ouvrière, et une défaite pour la bourgeoisie, contrainte de renoncer aux armes mêmes qu'elle avait forgées pour amortir la lutte des classes. Et ce au moment même où l'instabilité de son mode de production provoque des

(Suite page 2.)

Menaces sur le prolétariat polonais

L'agitation sociale que connaît la Pologne depuis l'été 1980 va en s'accroissant. Les crises aiguës se succèdent de plus en plus rapidement. Les travailleurs s'en prennent de plus en plus ouvertement à l'appareil d'Etat, en réclamant la révocation de hauts fonctionnaires, de préfets, voire de ministres. Il faut un engagement de plus en plus grand de Walesa et des forces qui le soutiennent, avec l'appui de plus en plus important de l'Eglise, pour désamorcer ces bombes successives.

Parallèlement, l'Etat polonais s'est donné un nouveau premier ministre, le général Jaruzelski, qui est aussi ministre de la défense. Cette nomination vient après de virulentes attaques contre les forces « anti-socialistes » de la part de Kania, qui a annoncé une « renégociation » des accords de Gdansk, lesquels « comportaient des choses impossibles à réaliser ».

Après la menace de répression, qui se précise de plus en plus, le pouvoir polonais utilise la carotte d'un Comité permanent de coopération avec les syndicats, assorti d'une demande de répit de trois mois afin de pouvoir remettre de l'ordre dans l'économie du pays. Cette perche a été immédiatement saisie par la direction de Solidarité, Walesa déclarant même « pourquoi seulement trois mois ? Nous proposons mieux, plus de grève du tout » (*Le Monde* du 14-2), et la direction de Solidarité déclarant vouloir résoudre les problèmes en suspens « le plus tôt possible autour d'une table ronde ». Mais la situation économique, en Pologne, permet-elle cette solution « à l'occidentale » ?

En 1980 la production industrielle a diminué de 3 %, la production agricole de 9,5 % et la construction de 10 %. Les exportations suffisent à peine à financer le service de la dette extérieure dont le montant est évalué à 25 milliards de dollars ; la Pologne doit payer 7,5 milliards de dollars d'intérêts cette

(Suite page 2.)

Après le rassemblement du 7 février

Pour une mobilisation ouvrière sur la question du logement

Après l'expulsion de 104 résidents du foyer Romain-Rolland de Saint-Denis par la Sonacotra, et l'agression de la municipalité PCF contre une délégation de résidents venus réclamer un hébergement pour continuer leur lutte, un rassemblement a eu lieu le 7 février, place du Colonel-Fabien, à l'appel du comité de résidents de Saint-Denis, pour dénoncer la politique raciste et anti-ouvrière du PCF, et pour démontrer la volonté des travailleurs de faire face à la division semée dans les rangs de la classe ouvrière.

Alors que dans de nombreux foyers, les problèmes qui se posent poussent les résidents à se remobiliser et à se mettre en grève des loyers, alors que dans plusieurs cités ouvrières, comme les 4.000 de La Courneuve, de nombreuses familles font déjà effectivement la grève des augmentations de loyer depuis des mois, le rassemblement du 7 février, à la base duquel se trouve la lutte d'un groupe de travailleurs combattifs qui appelle, de manière intransigeante, au *logement pour tous là où chacun le désire* n'a pu réunir que 200 personnes environ.

Comment expliquer ce décalage entre les besoins de la lutte ouvrière contre les expulsions et pour le logement, et les faibles proportions que prend dans la réalité la mobilisation ouvrière autour d'objectifs justes, répondant aux besoins des travailleurs ? Il faut faire tout d'abord la part de la démoralisation qui, dans les foyers, a suivi la défaite très dure de la grève, sans qu'un bilan clair en ait été fait, qui permette d'en tirer des éléments de force pour l'avenir. Il

(Suite page 4.)

Fonction publique (2)

Défendre les salariés, non la Fonction publique !

Grèves des fonctionnaires en Belgique contre le blocage des salaires ; arrêt du recrutement de fonctionnaires civils aux USA ; projets de taxation des fonctionnaires français pour financer une partie des allocations-chômage... Nous avons rappelé dans un précédent article les principales visées des divers plans gouvernementaux contre les « garanties » relatives des fonctionnaires et employés de l'Etat, ou du moins contre

celles d'une grande partie d'entre eux. Car il importe de préserver une frange de gardiens dociles, même si l'échelle se vide pour la majorité de ces salariés auxquels l'Etat a toujours voulu faire jouer la fable du chien et du loup : j'accepte le collier et je défends le maître, puisque la pâtée m'est assurée... Cette opération de domestication a d'ailleurs connu un certain succès.

Les illusions sur l'Etat arbitre au-dessus des classes, sur sa neutralité bienveillante, sur son souci de l'intérêt collectif sont souvent vivaces parmi ces catégories, ces illusions étant entretenues et enrichies par toutes les lubies spécifiques, les rêves de rénovation sociale par une bonne administration ou d'égalisation des chances par l'école laïque qui fleurissent dans la petite bourgeoisie. Mais il faut dire aussi que l'Etat impose ce dressage par tout un système d'espionnage hiérarchique, et même d'amendes ou de primes (dans la RATP) qui n'a rien à envier au « despotisme de fabrique » du privé : c'est ainsi qu'on pousse les fonctionnaires à se conduire effectivement en représentants zélés d'un Etat tracassier et répressif face à tous les autres salariés, ce qui crée des barrières et des divisions puissantes entre les travailleurs.

Très consciemment, la bourgeoisie s'est appliquée à inculquer aux employés de l'Etat l'idée qu'ils formaient, comme disait Clemenceau en 1906, « une catégorie spécialement avantagée, avec des droits et même, j'ose le dire, des devoirs particuliers » ; qu'ils devaient, en conséquence, accepter sans broncher les tiraillements du collier, tels qu'« obligation de réserve », autolimitation du droit de grève, réquisition : tous devoirs que

l'Etat veut aujourd'hui étendre et renforcer tout en diminuant les « droits ».

Mais la bourgeoisie a été puissamment relayée dans cette tâche d'abrutissement, d'abord par les amicales et syndicats réformistes : par exemple la Fédération Nationale des Fonctionnaires CGT qui, en 1926, animée de « ce souffle d'idéal qui distingue les élites », choisissait de « lutter pour la défense du franc », car « la lutte pour de meilleurs traitements, outre qu'elle est égoïste et sans noblesse, inquiète le contribuable déjà surchargé » ! Puis, la bourgeoisie a reçu le renfort des syndicats à direction stalinienne, qui ont trouvé là un terrain propice pour infecter les salariés de leur vision d'une « transfert progressif à la collectivité des moyens de production les plus importants », notamment par l'extension du secteur public, formule équivoque du défunt programme commun, qui équivaut à ce que Paul Lafargue dénonçait comme « un communisme à l'usage des bourgeois » (dans *Les communistes et les services publics*, 25 juin 1882) ; pour leur inculquer aussi l'esprit de catégorie, la religion de la promotion, du concours et de la carrière, le respect rampant pour la hiérarchie, en même temps que ces directions syndicales renonçaient à toute indépendance en participant à fond aux comités de gestion

(SNCF, EDF), aux organismes de promotion et de répression du personnel (commissions paritaires et disciplinaires de l'enseignement et des PTT).

Aujourd'hui, face à l'attaque contre les « avantages » tellement vantés, les stalinien, sociaux-démocrates ouverts et autres variétés dans la CGT, la FEN et la CFDT, répondent par un cri unanime : il faut défendre la fonction publique, préserver le statut-talisman dans l'intérêt, d'abord, de tous les usagers (comme si ce but idéal avait jamais été atteint effectivement), ensuite... des bénéficiaires actuels du statut, c'est-à-dire du personnel titulaire.

On croirait en effet qu'ils n'ont pas remarqué que ces garanties n'ont jamais couvert qu'une partie des employés de l'Etat. Et ceci dès la création des actuels statuts ! En 46-47, sous la paternelle houlette des ministres socialistes et communistes, le nombre global des non-titulaires dans ces emplois a battu les records : 36,7 % ! Avec tout leur verbiage solennel sur la fonction publique, ces syndicats aristocratiques ont réussi à rendre leurs adhérents aveugles et sourds à la présence, à leurs côtés, de gens qui font le même travail qu'eux pour un salaire

(Suite page 4.)

Dans les prisons bourgeoises

• **EN RFA**, cinq militants de la Fraction Armée Rouge ont entamé le 6 février une grève de la faim à la prison de Lübeck pour exiger la libération de Gunter Sonnenberg gravement malade, subissant des conditions de détention très dures.

• **EN IRLANDE**, les prisonniers républicains, malgré les graves conséquences de leur héroïque grève de la faim de novembre-décembre ont annoncé leur volonté de reprendre la lutte.

• **EN FRANCE**, une grève de la faim a eu lieu au QHS de Fresnes entre le 4 et le 25 janvier pour protester contre les conditions ignobles de détention dans ces centres de torture et d'anéantissement des prisonniers.

• **EN ESPAGNE**. Tandis que la police française arrêtait à Bordeaux 16 personnes accusées d'être membres de l'ETA, la police espagnole a été obligée de reconnaître l'assassinat de Jose Arregui, membre présumé de l'ETA militaire, mort après neuf jours d'« interrogatoire » par ses bourreaux.

La torture est devenue sous le capitalisme un moyen de terreur ordinaire. La nouvelle a provoqué une grève générale au Pays basque.

La lutte sociale ne s'arrête pas au seuil de la prison, où la classe dominante la poursuit, en considérant les prisonniers politiques comme ses otages.

Il est du devoir de la classe ouvrière de répondre sur ce terrain, de considérer les prisonniers comme les victimes de son adversaire de classe, même quand ils expriment la révolte de classes impuissantes à apporter une issue positive à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, même quand leurs moyens sont encore inadéquats aux exigences de la lutte d'émancipation prolétarienne.

Il appartient au prolétariat de mettre le combat pour arracher les prisonniers aux griffes de leurs geôliers au cœur de sa lutte contre la classe dominante.

Solidarité avec les emprisonnés de Blida !

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

*

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention Solidarité Algérie.

Le prolétariat et la police

La classe ouvrière ne peut que combattre l'idée d'une « police au service de la population » comme une chimère petite-bourgeoise. Cela ne peut pas exister, et ne peut se traduire dans la réalité que par la police que nous connaissons aujourd'hui, qui n'est pas à réformer, mais à détruire !

La simple existence d'une police, c'est-à-dire d'un corps armé de citoyens à côté et au-dessus de la masse des citoyens sans armes est une des caractéristiques de la société de classe, parce que c'est précisément le moyen par excellence de la domination d'une classe sur l'autre.

Comme le capitalisme est la société de classe la plus développée, c'est-à-dire celle où l'antagonisme entre les classes est le plus aigu, il est naturel que son besoin de police soit le plus puissant. C'est pourquoi il y a davantage de policiers dans les pays capitalistes les plus développés, et surtout les plus démocratiques, que dans les pays de jeune capitalisme.

Le mécanisme même du capital et du salariat accumule la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre, ce qui se traduit par l'antagonisme entre deux grandes classes historiques, la bourgeoisie et le prolétariat. S'il faut une police, des prisons et une justice — qui n'est que le côté « propre » de la police — ce n'est donc pas seulement pour défendre les créanciers contre la mauvaise volonté des débiteurs. Certes, l'Etat doit défendre les biens des bourgeois contre ceux qui, entraînés par la concurrence généralisée, ont « abandonné tout scrupule », c'est-à-dire dépassent les frontières communément admises par les règles d'une société fondée sur le brigandage et la piraterie. Cette tâche ne remet nullement en cause la société bourgeoise et l'Etat, mais lui sert même d'exécuteur des basses œuvres.

Il faut aussi une police à la classe dominante pour remettre à leur place les sans-réserves poussés par les effets démoralisateurs du salariat à « se démerder » individuellement et à chercher à sortir de la misère en singeant leurs maîtres, parfois sur le dos de leurs frères de classe, et qui tombent ainsi fréquemment dans le « milieu ».

Il faut encore une police pour dissuader constamment les prolétaires de tenter de violer les sacro-saintes lois de la propriété qui les privent de tout, pour simplement manger, se vêtir ou se loger, ou pour se venger de l'insulte permanente que sont le luxe et l'abondance pour la gêne et la misère.

Il faut surtout une police pour protéger constamment les privilégiés et leurs institutions contre la révolte individuelle ou collective des prolétaires, qu'il s'agisse de gestes de révolte et de vengeance, de la grève qui sort du train-train respectueux de l'entreprise et de la loi, d'autodéfense et de riposte à la violence bourgeoise, de terrorisme « individualiste », ou enfin de luttes révolution-

naires. Et cela, que les moyens soient adaptés ou non au but de la lutte, et surtout s'ils le sont !

Voilà le véritable rôle de la police, et il n'a rien à voir avec le fait de régler la circulation ou d'assister les blessés. Ces tâches d'utilité publique sont aujourd'hui confiées aux policiers en tenue pour « tromper le bon peuple ». En réalité, elles n'ont rien à voir avec l'Etat et peuvent parfaitement être accomplies en dehors de lui.

Le communisme n'aura pas besoin de police pour régler les problèmes dont les sources — la guerre de tous contre tous, l'exploitation, la misère et l'oppression — seront tarées. Et s'il reste des individus poussés par la maladie — eux-mêmes seront beaucoup moins nombreux — à enfreindre les règles de vie collective que la société se donnera, l'éducation, le poids de l'opinion publique et s'il le faut la coercition des voisins suffiront à régler de la façon la plus humaine ces exceptions peut-être inévitables, sans qu'il y ait besoin pour cela d'un corps spécial de police.

Et pendant la période de transition révolutionnaire au communisme, que deviendra la police ? Eh bien, on aura encore une « police », dans la mesure où la population sera encore divisée en classes, mais pas une police au sens où l'entend aujourd'hui. La dictature prolétarienne ne pourra assurément pas se passer de prisons ni de corps spéciaux de répression, d'espionnage, etc., aussi bien pour réprimer les classes déchues et pour opérer la transformation sociale, qui exige une contrainte d'Etat, que pour combattre les restes et les habitudes pourries héritées de la société bourgeoise.

Cependant, l'Etat prolétarien reposant sur la large participation des masses prolétaires, le maximum de tâches de police, c'est-à-dire d'intimidation et de répression, seront remplies par la milice prolétarienne

ouverte à tous les travailleurs, et ne constitueront plus des tâches distinctes des tâches militaires, ni surtout un métier spécial.

Un tel état de choses enlèvera à l'accomplissement des tâches de répression et de contrainte les pouvoirs exorbitants conférés aux flics bourgeois. Comme ceux-ci ne sont responsables que devant leurs chefs et échappent au droit commun, ils sont placés au-dessus des lois et des citoyens, ce qui cultive chez le moindre agent de ville une attitude de morgue odieuse que la bourgeoisie utilise évidemment pour mieux intimider la classe exploitée. Le prolétaire participant à la milice prolétarienne reste un prolétaire qui travaille, qui vit avec ses camarades de classe et sera jugé pour sa conduite, au travail comme dans son quartier et dans les diverses organisations auxquelles il participe. C'est la seule manière de concevoir une police « non coupée de la population », bien qu'il s'agisse encore non de la population en général mais d'une classe, la classe prolétarienne.

Au fur et à mesure que la transformation sociale s'opérera, disparaîtra aussi, avec la fin de la dictature prolétarienne, le caractère de classe de la répression. Mais comme disparaîtront les rapports bourgeois et la misère, s'amenuiseront aussi le banditisme et la délinquance et, avec eux, l'essentiel des tâches de répression. Cette dernière s'évanouira avec toute règle de contrainte économique lorsque la société aura mis en pratique le principe : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

C'est pourquoi il ne peut y avoir de « police au service de la population ». Ou bien il y a une police, mais la population est alors divisée en classes, et la police est une police de classe. Ou bien la population n'est plus divisée en classes, et il n'y a plus besoin de police !

Montigny / Dammarie / Paris XIII^e / etc.

Les drogués de l'Ordre

A Montigny, le PC mobilise une véritable milice en ameutant la « population » contre une famille de prolétaires marocains accusés d'être des pourvoyeurs de drogue.

Place d'Italie, Marchais dénonce la tendance du 13^e arrondissement à devenir « Hong-Kong-sur-Seine »

A Dammarie-les-Lys, en Seine-et-Marne, le PC demande qu'on chasse les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra pour transformer celui-ci en logements pour jeunes couples bien français.

Comme à Vitry, le Parti de l'Ordre s'affolle devant la misère et ses conséquences, devant la menace inéluctable d'une rupture de l'équilibre social. Partout, il cherche à canaliser les réactions vers la solidarité nationale et le social-chauvinisme. Partout, il cherche à mobiliser les ouvriers pour la défense et le renforcement de l'Etat bourgeois. Il y va si brutalement, que ses compères, du PS à la droite, peuvent faire la fine bouche, alors qu'en réalité tout ce joli monde veut bel et bien la même chose.

Pour retrouver le chemin de la lutte de classe, le prolétariat devra rompre l'encadrement de tous ces chiens de garde de la bourgeoisie !

« Lutte Ouvrière » et la police

Un bon service rendu à la bourgeoisie

« La disparition de la peur du gendarme transformerait les rues en jungle, et à la limite, il ne serait plus possible de sortir sans son revolver personnel [...]. La police N'EST PAS SOUVENT LA le soir dans les couloirs du métro, JAMAIS là dans les rues sombres de banlieue, dans les cités, dans les gares. Cette fonction de protection, la police l'assure de moins en moins. » (...)

« Si le but de la police était réellement de protéger la population, elle serait dispersée parmi elle. Les policiers seraient effectivement des îlots, comme le revendique le PCF, connaissant chacun bien son quartier, présents là où des agressions risquent de se commettre, là où la population se sent en insécurité. Cela reviendrait à une plus grande surveillance de la population par la police ? Cela dépend de ce que l'on entend par là. En l'occurrence, ce serait bien plus l'inverse qui serait vrai : un policier en fonction dans le quartier où il habite [...] pourrait plus difficilement se désintéresser des problèmes qui se posent [...]. Il aurait intérêt à être bien vu pour que ses fonctions soient vivables. Il est facile de passer à tabac un jeune ou un immigré dans un commissariat (n° 662). »

Où donc peut-on lire cette prose ? Dans *Le Matin* ? Dans *L'Humanité* ? Dans *Le Monde* ? Vous n'y êtes pas ! Dans *Lutte Ouvrière* (n° 662) !

On ne peut rendre de meilleur service à la bourgeoisie que de prétendre défendre les ouvriers et leur parler en même temps le langage des bourgeois.

Mais, se défendra ce journal, il ne s'agit là que d'un « argument ». Comprenez bien. En mettant l'accent sur ce que devrait être la police si elle correspondait réellement à la fonction que les bourgeois lui prêtent, on montre du même coup l'abîme existant entre les promesses de la bourgeoisie et la réalité et — notez la ruse ! — on suscite donc le besoin du socialisme. Nous ne croyons pas

avoir trahi le raisonnement des rédacteurs de LO.

Le problème, c'est que la classe ouvrière n'a que faire d'une « police au service de la population », car cela ne peut exister dans aucune société, ni dans la société communiste, ni dans la société bourgeoise, ni dans la période de transition qui mène de l'une à l'autre !

Et la preuve qu'il ne s'agit pas simplement d'un « argument » un peu trop poussé, d'une « formulation » un peu trop opportuniste d'un rédacteur emporté par son zèle, c'est qu'une telle conception d'une police au-dessus des classes converge parfaitement avec les principes fondamentaux de *Lutte Ouvrière*. Nulle part, dans les colonnes de ce journal, on ne voit de propagande pour l'insurrection et la destruction violente de la machine de l'Etat en place. En revanche, on y voit à chaque occasion la dénonciation vertueuse de la violence terroriste ! Et quand LO parle de « dictature », c'est pour la dépeindre avec les couleurs agréables du droit et des libertés pour tous, même pour les exploités !

L'illusion que cultive par conséquent LO dans un public où règne encore malheureusement l'idée qu'on peut éviter la révolution, qu'on peut faire pression sur l'Etat bourgeois pour le transformer dans un sens ouvrier, qui plus est, par les voies parlementaires, c'est l'illusion qui y fleurit naturellement, celle de la réforme de la police et de l'Etat.

En toute cohérence avec l'absence d'une propagande persistante pour la révolution violente et donc pour la destruction de la police bourgeoise, ce qui suppose dans l'immédiat une éducation du prolétariat contre la police de classe en partant de la dénonciation de ses exactions quotidiennes, tout le discours de LO sur la « police idéale » n'est qu'un préchi-précha réformiste. Pire : l'idée même d'une « police au service de la population » qui s'y introduit n'est que la formulation réformiste exacte de cette tendance. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le thème

(Suite page 4.)

Les « garanties » se meurent

(Suite de la page 1)

luttés, non seulement à la périphérie, mais, avec la Pologne, près du cœur même de son système.

Du point de vue pratique, la situation de la lutte prolétarienne est cependant extrêmement difficile. Brutalement privée des miettes qu'elle avait été habituée à obtenir pendant des décennies, la classe ouvrière des grandes métropoles impérialistes est encore paralysée par de longues années d'assistance et de division patiente de ses rangs, où elle a parfois perdu jusqu'au souvenir de la lutte collective. Son premier réflexe est de tenter d'actionner désespérément la pompe aux garanties pourtant bel et bien désamorcée, et, avant qu'elle se rende compte de l'impuissance de cette voie, la bourgeoisie et ses larbins profitent de son inaction pour disposer de nouveaux systèmes de défense et de répression afin de protéger la société bourgeoise de son inévitable colère.

Au néo-libéralisme de Reagan répond aux Etats-Unis le néo-protectionnisme « ouvrier » des bonzes-gangsters de l'AFL-CIO, qui négocient d'un côté la réduction des garanties et appellent de l'autre les ouvriers des catégories supérieures à défendre leur part du gâteau en s'alliant avec la bourgeoisie contre la masse des travailleurs nationaux et étrangers.

A la pathologie néo-libérale de Chirac répond dans notre beau pays, qui a la gloire d'avoir donné au monde le terme de « chauvinisme », la paranoïa social-impérialiste et social-raciste de Marchais. Les travailleurs français auraient une voie pour protéger les miettes qui s'amenuisent et éviter la lutte directe : en

priver les travailleurs immigrés et s'allier avec l'Etat impérialiste contre les travailleurs des pays dominés et des pays concurrents pour tenter de conserver quelque chose ! Et pour protéger ces couches encore prostrées dans le sommeil démocratico-réformiste du virus de la révolte, le PCF mène croisade contre les secteurs qui bougent, en particulier dans l'immigration et la jeunesse, en amalgamant révolte et drogue, lutte et délinquance. Le combat contre la lutte de classe est donc mené sous le signe de la préservation des misérables petits avantages temporaires dont les couches sans garanties voudraient délictueusement se saisir, et dont l'ordre bourgeois, avec une meilleure police, fondée sur l'ilotage et la délation démocratique, devrait garantir la jouissance !

Division des rangs ouvriers, ordre bourgeois ! Telle est la devise des partis « ouvriers » bourgeois.

Une telle politique peut bien rassembler autour d'elle les bureaucraties ouvrières corrompues par l'impérialisme ainsi que des carrés de petits-bourgeois et d'aristocrates ouvriers campés dans la défense réactionnaire de leurs privilèges et prêts à défendre l'ordre bourgeois. Elle peut aussi, hélas, influencer momentanément, avant que leurs réserves ne soient épuisées et qu'elles ne soient entraînées dans la lutte sur des intérêts communs, des couches plus larges de travailleurs.

Mais elle doit aussi ouvrir les yeux des prolétaires qui pensent à leur classe, qui veulent préparer les luttes à venir et en finir avec la barbarie capitaliste, et les détourner des voies stériles du faux socialisme anti-ouvrier, social-impérialiste et flico-réformiste. C'est aussi pourquoi, malgré tout, l'avenir est à la lutte de classe !

La société est mûre pour le communisme

Depuis le début du XX^e siècle, c'est-à-dire depuis qu'une poignée de trusts et d'Etats se partagent et se repartagent le monde, le capitalisme est parvenu à son stade ultime, l'impérialisme, qui est l'« antichambre du socialisme », comme disait Lénine.

Depuis longtemps, déjà, la société est globalement archi-mûre pour la transformation communiste, même si on tient compte des énormes inégalités de développement entre les différentes régions du monde. C'est pourquoi le conflit entre, d'une part, les forces productives modernes, le travail associé, l'organisation collective de la vie sociale (logement, repas, loisirs) et le produit le plus pur de ces conditions modernes, le prolétariat, et, d'autre part, les rapports capitalistes de production, à savoir le capital, le marché et les Etats bourgeois qui les défendent, prend toujours davantage l'allure d'une succession infernale de crises, de guerres et de toutes sortes de calamités.

Ce cours catastrophique ne cessera qu'avec le renversement violent de l'ordre établi qui permettra à la société d'arracher les forces productives aux lois aveugles du capital et de les mettre au service du développement de l'humanité.

Quelle que soit la durée de la transformation communiste de la société entière, elle seule peut permettre de remplacer l'anarchie généralisée par l'administration internationale centralisée des capacités productives de l'humanité, des ressources naturelles et des richesses de la planète entière. Elle seule peut permettre de supprimer la division sociale du travail et les classes sociales, de compenser par la solidarité désintéressée les conditions géographiques ou climatiques défavorables, de combler les écarts existants entre pays riches et pauvres et donc le fossé entre les nations et les races, d'en finir avec l'esclavage domestique et l'infériorité sociale de la femme, de dé-

truire l'antagonisme entre villes et campagnes, de parer enfin aux conséquences dangereuses de l'industrie, et de stopper le processus d'épuisement de la terre et des hommes qui découle nécessairement des lois du capital.

Utopie! crient les idéologues bourgeois... Mais le capitalisme n'a-t-il pas déjà fourni, avec les progrès de la technique agricole moderne, les solutions pour nourrir la population du monde entier pourvu seulement qu'on libère les moyens de production existants du monopole des propriétaires fonciers et de l'emprise du marché capitaliste? N'y a-t-il pas déjà à l'échelle du monde suffisamment de techniques modernes pour permettre de réduire considérablement le temps de travail et de parer aux besoins les plus pressants en biens de première nécessité, pourvu qu'on intègre au processus productif la moitié de l'humanité qui en est actuellement chassée par le mécanisme du salariat, et qu'on soustraie les machines aux lois aveugles du capital?

Est-il vraiment si étrange d'imaginer pouvoir se passer progressivement du marché à l'échelle de la planète en administrant centralement la production et la consommation de toute l'humanité? C'est le cours même du capitalisme qui y pousse inéluctablement. Les trusts les plus puissants font déjà travailler ensemble des centaines de milliers et parfois des millions d'hommes qui, au sein de ces immenses entreprises, se passent parfaitement du marché pour faire circuler les produits qu'ils fabriquent.

La division internationale du travail a déjà été poussée au point où les marchandises courantes vendues sur toute la planète contiennent du travail effectué par des ouvriers de tous les continents, au point où la puissance et la rapidité des moyens de communication modernes permettent de comptabiliser d'un coup des masses de renseignements pris dans tous les coins de la terre. D'immenses chaînes

de magasins concentrent une part croissante de la consommation. Des sociétés gigantesques ou des institutions publiques contrôlent le logement de millions d'hommes. Une part énorme de la population se nourrit au moins en partie dans des restaurants collectifs. Mais le capitalisme poursuit ce processus de socialisation à sa manière, en poussant à l'absurde la concurrence entre les trusts et les Etats et en rendant la vie toujours plus insupportable aux larges masses exploitées.

Il sera infiniment plus aisé d'unir dans une même unité productive le travail des mille premières entreprises du monde qui contrôlent déjà une grande partie des richesses créées, et d'y agréger progressivement le reste de la production, qu'il ne l'a été, hier, de passer des petites unités de production aux entreprises modernes qui coordonnent le travail de centaines de milliers d'ouvriers, et parfois davantage. Il sera sans doute infiniment moins difficile d'unir en une seule unité sociale quelque 150 Etats nationaux actuels qu'il ne l'a été, hier, de réunir plus de 350 Etats allemands en un Etat national unitaire!

La plupart des tâches productives sont déjà devenues suffisamment simples pour qu'une large proportion de la population, d'ailleurs toujours croissante, puisse les accomplir. Partager entre tous les membres de la société les tâches pénibles et ingrates dont la machine ne peut pas encore se charger et commencer à répartir entre tous les tâches productives, administratives et intellectuelles est donc à portée de la main, pourvu qu'on en finisse avec les lois du capital. Et le capitalisme, qui accumule tous les matériaux de la transformation communiste de la société, ne se contente pas de rendre cette issue nécessaire pour arracher l'humanité aux tourments où ses conséquences la plongent, il produit encore la force qui, par la révolution, en débarrassera l'humanité : le prolétariat.

L'Allemagne dans l'œil du cyclone

Le monde entier est entré dans la récession économique. Les tensions économiques, commerciales, monétaires et financières se font plus fortes. La dispute entre les deux blocs grandit : la diplomatie se transforme en un duel entre cow-boys et cosaques.

Voici quelques titres du Monde du 30-1-2 : « L'Allemagne fédérale est menacée en 1981 d'une récession économique » ; « La flambée du dollar atteint principalement le mark » ; « M. Schmidt insiste sur la nécessité de coopérer avec les pays de l'Est ». C'est bien l'Allemagne qui se trouve au centre, écartelée par les tensions impérialistes. Ce phénomène ne peut que s'aggraver à l'avenir.

Mais l'épicentre du séisme social n'est pas loin. « Troubles sociaux en vue en Allemagne Fédérale », écrit La Lettre de l'Expansion du 26 janvier. De Varsovie à Düsseldorf, il n'y a qu'un pas. Et si la lutte ouvrière le franchissait ?

De plus en plus « socialistes »

• EN YUGOSLAVIE, l'Office fédéral de statistique a établi qu'il y a 780.000 chômeurs, c'est-à-dire 13,6% de la population active. Le chômage aurait, officiellement, augmenté de 3,3% par rapport à 1979, l'augmentation étant de 5,1% pour les jeunes. Il faut rappeler que 770.000 Yougoslaves travaillent à l'étranger et que le retour prévu de 400.000 d'entre eux d'ici 1985 ne pourra qu'aggraver le chômage.

La situation sociale est encore aggravée par une inflation galopante (40% en 1980) et un fort déficit de la balance des paiements : 2,2 milliards de dollars. Pour lutter contre cette crise économique, un plan de stabilisation économique a été mis sur pied dont l'élément important est un prêt du FMI de 2,2 milliards de dollars, c'est-à-dire une pression encore plus forte de l'impérialisme.

• EN HONGRIE, de véritables ventes de charité ont lieu au profit des pauvres de Budapest. Des peintres, des écrivains, des poètes participent à ces soirées où la bonne société de Budapest peut venir écouter des artistes non-conformistes et s'acheter une bonne conscience.

Décidément, le « socialisme » devient de plus en plus capitaliste...

Menaces sur le prolétariat polonais

(Suite de la page 1)

année. Bien plus, le gouvernement polonais veut obtenir des banques occidentales un prêt supplémentaire de 8 milliards de dollars, les Etats-Unis, de leur côté, accordant 650 millions à la Pologne pour qu'elle puisse... acheter des produits agricoles américains.

Cette situation inquiète, bien évidemment, les pays occidentaux, la situation financière de la Pologne étant, paraît-il, pire que celle de la Turquie. L'établissement d'un « consensus national » en Pologne devient donc une question capitale pour tout l'ordre impérialiste international. Ce consensus, qui a bien peu de chances d'être obtenu par la voie économique, ne pourra être réalisé que par la force, soit de façon interne par l'armée polonaise, soit de façon externe par l'intervention russe, soit par les deux combinés. Cette reprise en main musclée a déjà reçu l'approbation de toutes les puissances internationales.

Le journal espagnol *Cinco Días* du 10-12-1980, s'appuyant sur des déclarations du président de la Bank of America, note que les milieux bancaires américains verraient avec « tranquillité » une intervention russe. Le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré le 10 février que « si les autorités polonaises utilisent les forces polonaises pour appliquer les lois polonaises nous considérerons cela comme une affaire intérieure polonaise » (*Le Monde* 12-2-1981). Le général Rodgers (commandant en chef de l'OTAN) appelle les forces armées polonaises à ne pas résister à une invasion militaire russe. En Europe, les positions sont les mêmes. *Les Echos* du 4-2-1981 notent que « La R.F.A. a intérêt, indépendamment de sa sympathie, à ce que l'« ordre règne à Varsovie » ; car l'anarchie [en Pologne] dénoncée par la RDA contribue à la déroute du mark sur le marché des changes ». Gageons que la France, qui est, paraît-il, le premier créancier de la Pologne, a la même position.

Ainsi, contre le prolétariat polonais, se ligue toute la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mondiale. De Moscou à Washington, en passant par Bonn et Paris, toutes les bourgeoisies veulent l'écrasement de nos frères de classe polonais. Une fois de plus, l'histoire nous montre que, face à la coalition internationale des bourgeoisies, il faut bâtir l'union internationale des prolétaires!

Lisez et diffusez
el-oumami

URSS

L'apothéose du lopin

Comme nous l'avons montré à plusieurs reprises en traitant de la structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui, l'agriculture russe connaît trois formes d'entreprise agricole, qui sont toutes les trois capitalistes : 1) l'entreprise d'Etat, ou sovkhoze, dans lequel appartient à l'Etat aussi bien la terre que le capital constant et le capital variable, et donc aussi le produit, et dans lequel le paysan est un pur salarié ; 2) l'entreprise coopérative, dite faussement « collective », ou kolkhoze, à laquelle l'Etat cède en usufruit, gratuit et perpétuel, la terre, et qui dispose en toute propriété des réserves vives et mortes, des biens immeubles sociaux, et aussi, une fois satisfaites ses obligations envers l'Etat, de la totalité du produit (ici le paysan est à la fois salarié et actionnaire) ; 3) l'entreprise familiale, constituée par le petit lopin dont dispose personnellement chaque famille du kolkhoze, et par l'entreprise agricole de propriété privée qui est née sur ce lopin et qui comprend le logement, le bétail productif, les animaux de basse-cour et un petit matériel agricole (dans cette entreprise le produit est en partie consommé par la famille, et pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, vendu librement au marché, autrefois « noir » et aujourd'hui tout à fait légal, des villes). La direction historique d'une telle agriculture — comme nous l'avons souvent montré — n'est pas l'extension de l'entreprise capitaliste pure, c'est-à-dire du sovkhoze, mais le renforcement permanent, tant de l'entreprise mixte, le kolkhoze, que de sa composante familiale, petite-paysanne et privée. C'est ce qui explique l'arriération permanente de l'agriculture russe.

Depuis l'époque de Krouchtchev, cette évolution historique a fait des pas de géant, et la Constitution de 1977 (voir *Programme Communiste* n° 74, novembre 1977) a marqué un nouveau renforcement de l'autonomie du kolkhoze et, surtout, de la petite entreprise familiale, bastion de tout ce qu'il y a de plus obscurantiste et de plus réactionnaire (comme partout dans le monde). Aujourd'hui on annonce de nouvelles mesures, que les commentateurs bourgeois, comme d'habitude, interprètent comme le signe d'un « cours nouveau », alors qu'elles ne sont que l'aboutissement logique d'une longue évolution.

Il s'agit d'une série de mesures qui ont été publiées dans le quotidien « Selskaya Jizn » et où le quotidien italien *La Stampa*, qui les a commentées dans son édition du 20 janvier dernier, voit un « changement de

cap ». De quoi s'agit-il en réalité? Le gouvernement central se propose tout simplement de « donner plus de place aux entreprises agricoles privées ». Alors qu'elles n'occupent que 3% de la surface cultivée, celles-ci ne produisent-elles pas 30% des produits alimentaires du pays (en Ukraine ce pourcentage atteint 43% pour la viande et 60% pour le lait) et ne ravitaillent-elles pas en produits de toutes sortes les marchés libres des villes — les « rinok » — où les heureux citoyens d'un Etat qui se prétend socialiste achètent à des prix astronomiques les denrées alimentaires que les magasins d'Etat ne sont pas en mesure d'offrir dans les quantités et la qualité voulues?

Après avoir déploré que de trop nombreux dirigeants locaux sous-estiment l'importance de ces entreprises et ne leur accordent pas toute l'aide nécessaire, les nouvelles directives du Comité central du parti et du Conseil des ministres permettent au sovkhoze, et recommandent aux kolkhozes, de prendre des accords avec les entreprises privées familiales (dites aussi entreprises « auxiliaires ») pour leur acheter des bovins, des animaux de basse-cour et du lait, « la Gosbank », la banque centrale, devant accorder aux kolkhozes et aux sovkhozes des crédits à court terme pour payer les produits fournis par les particuliers, produits qui sont ensuite reversés à l'Etat et dont le prix, calculé d'après le volume total de la production des entreprises publiques, est majoré quand une entreprise dépasse les normes du plan » (et *La Stampa*, qui donne le sens de ces nouvelles mesures, ajoute : « Depuis le début de l'année, dans certains secteurs particulièrement déficitaires comme le blé, les betteraves à sucre, les pommes de terre, l'Etat a déjà fixé un prix majoré de 50% »). En outre, les sovkhozes et les kolkhozes doivent fournir aux particuliers du fourrage et des lapins de race sélectionnée et acheter les produits des entreprises « auxiliaires » qui ont commencé à proliférer à l'intérieur des sovkhozes eux-mêmes. Dans les sovkhozes, les jeunes couples de salariés recevront dorénavant gratuitement de la part de la direction des veaux d'élevage et une aide pour la construction des étables de façon à compléter ainsi leur maigre salaire. Enfin on mettra à la disposition des entreprises privées des engrais à des prix avantageux et des facilités de crédit, lesdites entreprises étant libres de vendre leurs produits — si elles y trouvent leur compte — non pas aux sovkhozes et aux kolkhozes, mais aux clients des *rinok*, où

les prix sont moins « rigides » et où le petit paysan producteur peut trander l'acheteur urbain comme il veut, grâce à la loi de l'offre et de la demande.

Nous écrivions dans notre texte intitulé *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* : « La campagne russe n'est pas socialiste mais individualiste sur le plan de l'entreprise, et moins que capitaliste. De ce fait, l'agriculture russe est misérable et va à reculons, elle est pire que toutes les agricultures de tous les régimes capitalistes occidentaux, à l'exception de quelques très rares régions du globe » (*). Aujourd'hui, dans ce chemin à reculons, on en est arrivé au point où c'est l'entreprise capitaliste pure de type étatique et l'entreprise mixte de type coopératif — dans lesquelles (et surtout dans la première) devrait se concentrer le maximum de productivité — qui frappent à la porte de la « micro-entreprise » paysanne, qui la choient, qui lui donnent du fourrage, qui la favorisent, pour combler les trous de leur faible capacité productive. Celui qui fait les frais de l'opération c'est l'ouvrier de la ville mais aussi le salarié agricole, et l'Etat dont on dit qu'il incarne l'intérêt des travailleurs subit le chantage quotidien de la toute petite entreprise agricole, berceau de l'individualisme, de l'obscurantisme, de l'esprit bigot, et donc de l'antisocialisme, à laquelle il accorde toutes les facilités pour qu'elle croisse, prospère et se perpétue sur le dos des prolétaires.

Non seulement l'URSS n'est pas socialiste, mais elle est en dessous des Etats capitalistes occidentaux sur le plan de la productivité et du travail associé : c'est le royaume de la mesquinerie petite-bourgeoise.

(* Editions « Il programma comunista », Milan, 1976, p. 520.

SOUSCRIPTION GENERALE LISTE N° 4

Angers : 140,50 F ; Rouen : 3.011 F ; Strasbourg : 709 F ; Grenoble : 440 F ; Lyon : 55 F ; Des Abonnés : 846 F, 46 F, 42 F ; « Solidarité Algérie » : Bordeaux : 1.500 F ; Lausanne : 1.000 F ; Strasbourg : 3.080 F ; Toulouse : 200 F ; des lecteurs : 100 F, 50 F, 300 F ; Réunion publique : 839,50 F ; Paris : 180 F.
TOTAL 12.539 F
TOTAL PRECEDENT 18.878 F
TOTAL GENERAL 31.417 F

« Lutte Ouvrière » et la police

(Suite de la page 2)

de l'ilotage est agité par le PCF, que LO suit ici comme dans la question de l'immigration.

On retrouve dans la prose de LO la même peur typiquement petite-bourgeoise et aristocratique du « désordre ». Affirmer que « la police n'est pas souvent là » lorsqu'on a besoin d'elle, qu'est-ce d'autre qu'en appeler en fait au renforcement de la police ? Laisser entendre qu'elle devrait assurer la « protection » des personnes, qu'est-ce d'autre qu'en appeler en fait à la protection des bourgeois, qui seuls ont une « personne » à défendre ?

En fait, la bourgeoisie est si désireuse elle-même de plonger sa police au sein de la population, de la diluer dans les quartiers pour contrôler de plus près le prolétariat, qu'une commission de l'Assemblée nationale a récemment pondu un rapport dans lequel il est dit notamment (nous citons) : « En raison des difficultés de logement qui sont surtout le propre des grandes agglomérations, les policiers se voient en effet contraints de s'installer à des distances parfois considérables de leur lieu de travail. Cette situation engendre des conséquences fâcheuses à plus d'un titre : l'éloignement de l'habitation du lieu de service prive la police urbaine d'un enracinement nécessaire, ce qui nuit incontestablement à l'efficacité des services de police. » (Rapport à la séance du 18 décembre 1980 par M. Aurillac.) D'où une proposition de loi de Labbé et Chinaud sur le logement des fonctionnaires de police...

En quête de « police idéale » et ayant oublié de parler de révolution pour ne pas choquer sa clientèle de « petites gens », LO en arrive tout naturellement à se faire le porte-drapeau d'une police « propre » dont rêvent les bourgeois pour mieux maintenir la classe ouvrière en esclavage. Que ce rêve soit irréalisable n'est pas le plus important. L'agiter parmi les prolétaires revient à les détourner de leurs tâches révolutionnaires. Et cela est plus efficace encore pour maintenir l'ordre social que la meilleure des polices !

Pour une mobilisation ouvrière sur la question du logement !

(Suite de la page 1)

sera sans aucun doute long et difficile de surmonter le reflux actuel, qui est d'ailleurs lié à la situation générale de la classe ouvrière et, entre autres, de l'immigration. Mais ces considérations ne suppriment pas le fait que l'isolement dans lequel se trouvent les travailleurs immigrés combatifs incombe avant tout aux grands partis social-impérialistes (PCF-PS), et aux centrales syndicales à leur botte (CGT-CFDT).

Les saboteurs en second sont les organisations qui « suivent » les partis et directions syndicales réformistes. Dès que les résidents se sont mis en mouvement pour dénoncer le PCF pour ce qu'il est, c'est-à-dire un parti ouvrier en paroles, mais anti-ouvrier et raciste dans les faits, les organisations de l'« extrême-gauche » (LCR, OCI, PCR, PCML, etc.), qui composaient le Comité de Vigilance de Saint-Denis les ont laissés tomber ouvertement sous prétexte que ceux-ci se montraient trop « sectaires » en s'attaquant ainsi au PCF.

Les organisations « autonomes » de l'immigration qui ont leur nid à la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés) n'ont rien fait pour le rassemblement du 7 février, alors qu'elles avaient fait semblant d'assister aux premières réunions organisées par les résidents de Saint-Denis pour le préparer. Le jour du rassemblement, les éléments de la MTI sont venus... diffuser leur tract appelant à une « journée Maghreb », qui coïncide avec la date choisie par les résidents de Saint-Denis — 28 février — pour organiser leur meeting à la Mutualité ! Quand les résidents ont demandé aux éléments de la MTI pourquoi ils avaient choisi cette date du 28 février pour leur journée Maghreb, la réponse d'un de ces « représentants » de l'immigration a été : « Ecoutez, si on doit tenir compte de

toutes les manifestations qui ont lieu à Paris, on n'en finira jamais ! ». Assurément...

Et il n'y a pas que les forces de l'« extrême-gauche » officielle et de la MTI qui ont déserté le terrain de la lutte élémentaire contre les expulsions. Sous des prétextes divers, plusieurs groupes qui viennent de la matrice maoïste ont fait de même (*En avant prolétaires, Eugène Varlin, Union prolétarienne*), sans parler de l'UCFML, qui a refusé d'y participer sous prétexte que les résidents n'avaient pas de plate-forme politique, et appelait le même jour à un meeting sur l'immigration à des kilomètres de là...

Ceci pour les saboteurs. Mais dans le Regroupement constitué par d'anciens délégués du Comité de Coordination et d'anciens membres des Comités de soutien, il s'est manifesté aussi une position qui refusait un appui officiel à l'initiative des résidents de Saint-Denis. Cette attitude ne nous paraît pas juste. Quelles que soient les divergences sur la conduite de la lutte que nous pouvons avoir avec les camarades de Saint-Denis — et nous ne les avons jamais cachées, ni à eux ni à l'ensemble des travailleurs — force est de reconnaître qu'il s'agit d'un groupe de travailleurs combatifs qui refuse de se laisser faire, et qui a toujours appelé à la solidarité ouvrière même s'il n'arrive pas toujours à trouver les moyens pour concrétiser cet appel à la solidarité et pour en préparer les conditions. La solidarité ouvrière ne se marchande pas. Le Regroupement a seulement appelé ses membres à participer individuellement à la solidarité avec les résidents de Saint-Denis, ce qui est nettement insuffisant : une des raisons d'être de ce regroupement, c'est précisément de chercher à faire la jonction avec les foyers en lutte, à travailler dans le sens de la concrétisation de la solidarité ouvrière.

Certes, les camarades du Comité de Résidents de Saint-Denis n'ont peut-être pas fait tout ce qu'ils pouvaient faire. On ne peut se

contenter de dire, en parlant des autres foyers : « On veut que les camarades s'organisent eux-mêmes. On appelle même à la grève des loyers. Mais ce n'est pas à nous de diriger. S'il y a des frères qui pensent comme nous, à ce moment là on se retrouvera... ». Il ne s'agit pas seulement de lancer des revendications justes, il faut voir si elles correspondent à la réalité, il faut aller voir les résidents des autres foyers. Il ne faut pas hésiter à diriger la préparation de la lutte si le besoin s'en fait sentir : c'est le cas aujourd'hui où de nombreux travailleurs ressentent les problèmes qu'ils affrontent mais hésitent soit par peur, soit par démoralisation, soit à cause de l'absence d'une direction qui sache transformer le mécontentement et la colère en volonté d'action.

La réunion de bilan du rassemblement du 7 a permis aux résidents et aux camarades qui sont disposés à travailler avec eux de dégager des perspectives qui partent de besoins réels exprimés par les travailleurs expulsés et qui tiennent compte de la situation actuelle et donc des efforts à déployer pour arriver à concrétiser sur le terrain une mobilisation et une solidarité ouvrières contre les expulsions et pour le logement, en faisant notamment la jonction entre les foyers et les cités ouvrières.

C'est sur cette voie qu'il faudra effectivement avancer : prises de contacts directes avec les familles ouvrières, établissement de liaisons entre les groupes de travailleurs qui se préparent à riposter aux attaques de la bourgeoisie sur le terrain du logement, etc. C'est seulement par un travail patient à la base en direction des prolétaires, en agitant le besoin de la solidarité entre les exploités et en partant des revendications effectivement ressenties par les travailleurs, qu'on arrivera à construire le rapport de forces dont toute la classe ouvrière a besoin pour riposter efficacement à l'offensive capitaliste.

Le Prolétaire

Supplément pour la Belgique
N° 12 (déc. 1980)

• EN FRANÇAIS

A bas l'économie nationale !
Antifascisme démocratique ou auto-défense ouvrière
Notes politiques :
Pologne
L'« antiracisme » du PCB et du PTB
Notes syndicales :
Grève des conducteurs du métro
Textile : riposte aux licenciements
Les syndicats parlent clair

• EN NEERLANDAIS

Pays-Bas : Comment les organisations syndicales acceptent l'austérité capitaliste

programme communiste

N° 84-85

OCT 80 - MARS 81

- La Pologne confirme : besoin de l'organisation - besoin du parti.
- Le procès de Blida.
- Les perspectives de l'après-guerre.
- Les communistes et les luttes ouvrières (« Que faire ? » hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie et les « mots d'ordre démocratiques ».
- L'extrême-gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.
- Un mythe usé : le « socialisme » de l'Est.

Réunions publiques

• A LAUSANNE

Le jeudi 5 mars, à 20 h,
Buffet de la Gare, salle 2

• A GENEVE

Le vendredi 6 mars, à 20 h,
Centre de Loisirs des Paquis,
rue de Berné, Arcade

• A NEUCHÂTEL

Le vendredi 13 mars, à 20 h,
Café de Chavannes

Amérique centrale :
Crise sociale et ordre
impérialiste

Défendre les salariés, non la Fonction publique !

(Suite de la page 1)

2, 3 ou 4 fois moindre, souvent sans droits sociaux et sans la moindre garantie d'emploi après 5 ou 10 ans d'utilisation, dans les secteurs déficitaires en personnel comme l'enseignement ou les postes, où l'auxiliaariat est une pratique permanente, et non un recours passager. Or sur ce facteur capital de division entre les salariés, les différentes boutiques syndicales ont fait assaut d'hypocrisie : prétendant demander la titularisation des auxiliaires, mais... à condition — belle faveur ! — qu'ils passent des concours, calculés précisément pour exclure un certain nombre des travailleurs ; demandant en fait la suppression des postes d'auxiliaires, cette ombre portée sur le lumineux édifice de la fonction publique... Bref, sauvons le statut, cet édifice superbe qui, par parenthèse, ne compte pas moins de 900 statuts particuliers ! — et tant pis pour la masse des salariés. C'est là la ligne constante qu'ils ont toujours défendue et dans laquelle ils se préparent à canaliser les réactions devant l'attaque actuelle.

C'est pourquoi nous devons d'avance dénoncer cette hypocrisie, refuser la religion du statut, en montrant qu'il a toujours eu ce caractère *privatif* et non extensible ; que l'Etat s'est toujours servi des concours et des voies de recrutement réservées pour justifier la surexploitation des « hors-concours », et la rendre comme invisible à ceux qui étaient passés par la porte étroite.

Nous devons appeler les salariés à défendre, non la fonction publique avec les illusions et préjugés qui y sont attachés, mais les avantages réels et matériels en horaires de travail, sécurité d'emploi ou, plus rarement, salaires, qui en sont le contenu concret : le seul qui doit être non seulement défendu contre les attaques, mais étendu aux catégories qui en sont privées, sous des prétextes divers (auxiliaires, étrangers, entreprises de sous-traitance comme dans le nettoyage). En laissant tous ces hors-statuts se battre seuls, en leur laissant interdire la grève sous peine de renvoi, l'opportunisme a créé des réactions de méfiance et de division, il a évidemment *affaibli* les possibilités de riposte également pour les titulaires aujourd'hui menacés à leur tour. C'est pour des raisons de force dans la défense collective que ces derniers doivent aujourd'hui défendre les mots d'ordre : à travail égal salaire égal, titularisation immédiate des auxiliaires, contre l'augmentation de la charge de travail, lutte contre tout licenciement, y compris s'il

est présenté comme d'« utilité publique » — simple variante, à l'usage des fonctionnaires, de la rengaine générale de l'« intérêt de l'entreprise ».

Car l'intérêt général, ou l'« intérêt des usagers » est précisément le deuxième drapeau brandi par l'opportunisme, une autre façon en réalité de dévier la lutte et de noyer le poisson. Naturellement, on ne doit pas être indifférent au poids ajouté dans la vie quotidienne des prolétaires par les transports surchargés, les gares trop éloignées, les écoles à effectifs pléthoriques, où l'on n'inscrit pas les enfants avant cinq ans faute de personnel, les hôpitaux bondés.

Mais, dans la propagande générale, ou en intervenant directement dans les tentatives d'organisations comme les comités d'usagers, les groupes sur les transports, les rassemblements de parents d'élèves, nous devons travailler à orienter la révolte dans le sens d'un renforcement de l'unité des travailleurs, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des usagers comme des employés, combattre tout ce qui pourrait transformer ces regroupements d'usagers en moyen de pression supplémentaire sur les salariés : freinant leurs grèves sous prétexte que c'est l'usager qui en pâtit, ou leur demandant de sacrifier leurs intérêts « égoïstes » pour un soi-disant bien public qui recouvrerait tout bêtement des économies pour l'Etat et pour la bourgeoisie dans son ensemble.

Contre ces confusions entretenues volontairement, tous les travailleurs combatifs doivent s'entêter à ramener les choses sur le terrain concret premièrement des besoins matériels des plus exploités, deuxièmement du besoin d'unité de tous les salariés, s'ils veulent se donner une force pour arracher leurs revendications et marcher aux côtés de tous les travailleurs.

LA GREVE DU 12 FEVRIER A LA RATP : UN FOURRE-TOUT

Lors de la journée d'action qui a suivi les accidents dans le métro et le RER, les syndicats ont mis en avant un vrai pot-pourri de revendications : la « sécurité » (avec un flou volontaire entre sécurité dans les conditions de travail et... appel à un flicage supplémentaire), la « défense et la promotion du service public » contre le privé (et ses salariés !), la défense de tel atelier ou de telle machine contre la « casse », celle des « carrières » (c'est-à-dire du renforcement des hiérarchies et des inégalités), la « participation aux décisions » (c'est-à-dire l'intégration encore plus complète des syndicats à la machine d'Etat), etc.

Un bon moyen d'engloutir l'opposition entre les intérêts de classe sous le verbiage de l'intérêt général...

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

• A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planaise, avenue de Franche-Comté.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

• Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, 1^{er}, 15 et 29 mars, 12 et 26 avril, etc.

• Au Havre : vente au marché d'Harfleure le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : 17, rue René-Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, les samedis 14 et 28 février, de 14 h à 16 h ; vente au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 1^{er}, 15 et 29 mars, 12 et 26 avril, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

• A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

• A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 22 février, 8 et 22 mars, 5 et 19 avril, etc.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

• A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourliès-Valence, place de la Liberté, soit les 22 février, 8 et 22 mars, 5 et 19 avril, etc.

• A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

Souscrivez !
Aidez la presse du parti !

Lisez et diffusez
il programma comunista
El Programa Comunista